

Avant la pandémie, les économistes, et plus largement les sciences sociales, dénonçaient d'abord et surtout les très grandes inégalités sociales : les 2 %, les 1 %, voire les 0,1 % ou les 0,01 %, contre tous les autres. Ils avaient raison de le faire tant ces inégalités gigantesques sont moralement scandaleuses et socialement désastreuses.

Mais cette vision opposant les ultrariches et les ultrapuissants à un vaste ensemble « moyen » devenu vaguement homogène, à l'exception d'une minorité de pauvres et d'exclus, n'est pas toujours pertinente. En effet, les inégalités qui comptent pour les individus et les citoyens sont les « petites inégalités », celles qui nous touchent tous les jours, celles qui nous distinguent de ceux dont nous sommes pourtant relativement proches : l'autre quartier, l'autre profession, l'autre statut, l'autre lycée...

Ces inégalités-là ont de lourdes conséquences politiques quand tous ceux qui se perçoivent comme les victimes des petites inégalités territoriales, éducatives, professionnelles... ne se sentent plus représentés et rejettent les élites, la « caste », et les plus pauvres qu'eux-mêmes. Les « gilets jaunes » ne sont pas si loin de nous et ils se sont moins battus contre les patrons et les super-riches qu'ils n'ont dénoncé le mépris des privilégiés.

A priori, la pandémie et le confinement nous rendent tous égaux puisque le virus est relativement démocratique en ne choisissant pas ses cibles. Il est aussi démocratique parce que la protection de tous dépend de la protection et de la responsabilité de chacun. Il est enfin démocratique parce qu'on découvre ce que nous n'aurions pas dû oublier : les institutions et l'Etat sont indispensables à la vie collective.

On redécouvre ce que le sociologue Emile Durkheim (1858-1917) appelait la « *solidarité organique* » : le travail de chacun contribue à la vie collective. Gageons qu'une fois sortis du confinement nous regarderons d'une autre manière les personnels soignants, les enseignants, les agriculteurs, les routiers, les artisans, les ouvriers, les employés municipaux et bien d'autres encore. Nous savons que les Etats-providence sont sortis renforcés des épreuves terribles des guerres mondiales, que les politiques ont repris la main sur les économies et que l'égalité sociale y a gagné.

Cette conséquence égalitaire et démocratique de la pandémie forge le scénario optimiste. Plus rien ne sera comme avant ! Nous comprendrons que nous sommes dans la nature et pas seulement face à elle, nous comprendrons que la mondialisation doit être régulée et solidaire, nous défendrons des services publics efficaces, et notre « hubris » consumériste sera refroidie par notre confrontation à des enjeux vitaux. Les dirigeants seront tenus d'être plus modestes et plus responsables.

Il suffit de regarder autour de soi pour voir que cette tendance existe, en tout cas au moment où nous sommes : les citoyens se conduisent plutôt bien, l'arrogance, la démagogie, les invectives politiques se sont, pour le moment, un peu calmées.

Mais un scénario beaucoup moins optimiste peut être envisagé car le confinement, la rareté et l'angoisse exacerbent les « petites inégalités » et les tensions qui en découlent. Vu d'un appartement situé au 10^e étage d'un immeuble de banlieue dont l'ascenseur est inutilisable, le

confinement d'une famille dans une maison de vacances proche de la plage est insupportable s'il s'étale, comme les photos de vacances, sur les réseaux sociaux.

Pourquoi, quand je fais mes courses, certains ont des masques et d'autres n'en ont pas ? Pourquoi certains trouvent du gel et d'autres pas ? Pourquoi certains peuvent aider leurs enfants à faire leurs devoirs alors que je suis débordé ? Pourquoi certains sont confinés avec un jardin alors que d'autres sont prisonniers dans un petit appartement ? Pourquoi certains peuvent travailler et pas moi ? Pourquoi suis-je obligé de travailler quand d'autres en sont dispensés ? La crise exacerbe les comparaisons, les « jalousies » et les ressentiments à propos de petites inégalités qui cessent d'être insignifiantes et sont mêmes perçues comme vitales.

Il va de soi que ces colères se greffent sur une angoisse profonde et une défiance exacerbée puisque nous ne connaissons pas vraiment l'évolution de l'épidémie, ni celle de l'efficacité des mesures prises. Dès lors, tout est possible et chacun devient, à lui tout seul, le gouvernement et la science, le président et le meilleur épidémiologiste.

Personne n'y échappe, y compris les intellectuels, car, depuis que les pandémies ne sont plus un châtement divin, il faut bien leur trouver des causes, et quand il n'y a pas de causes établies, il ne reste que les complots, les incompétences politiques, les boucs émissaires et les « y a qu'à ».

Plus le temps passera, plus le scénario pessimiste a des chances de s'imposer ; pas seulement parce que le confinement sera de plus en plus pénible à supporter, mais aussi parce que la perception des inégalités sera exacerbée.

Il nous faut donc être d'autant plus sensible à ces inégalités que l'état émotionnel et moral dans lequel nous sortirons de cette période conditionnera autant l'avenir que notre capacité scientifique et politique de surmonter les épreuves.